

M. le directeur de la RATP, jusqu'où ira votre démission face au sexisme ?

Objet : Jusqu'où ira votre démission face au sexisme ? Paris
14 décembre 2012

Pierre Mongin, direction générale RATP
54, quai de la Rapée -75012 Paris

Monsieur le Directeur général de la RATP ,

Je vous fais parvenir une video qui donne la parole à certaines de vos conductrices.

http://www.youtube.com/watch?v=0_-ENQrn1DU

Elles témoignent des maltraitances dont elles font l'objet de la part de leurs collègues de confession musulmane. Insultes sexistes – sales putes, chiennes, « moins que rien » – menaces, refus de serrer la main , et de conduire un véhicule qu'une femme a occupé précédemment... Ces manifestations de haine et de mépris des femmes sont passibles de sanctions au nom de la loi. Les mêmes brimades infligées à des employés d'origine maghrébine ou africaine tomberaient sous le coup de la loi. Mais quand une de ces conductrices maltraitées , fait part de ces agressions à vos responsables des ressources humaines, que font ils ? Ils lui conseillent de fermer les yeux, de ne pas faire de vagues. Le motif ? La paix sociale, il faut préserver la paix sociale. Jusqu'où irez vous pour préserver cette paix sociale qui n'est que le prétexte à votre démission face aux pressions intolérables d'une partie de vos employés ? Combien faudra t il de souffrances pour faire régner votre drôle de paix sociale qui consiste à laisser impunis des comportements d'un autre âge dans un pays de droit ?

Qui fait la loi ? Une minorité de fanatiques religieux, qui,

forts de leur impunité, vont de plus en plus loin ? Ou une direction soucieuse de faire respecter la laïcité et l'égalité des sexes, inscrites dans la constitution française?

Monsieur le PDG, vous dirigez un service public vous devez plus que tout autre, de faire respecter la loi républicaine. Faudra t il aujourd'hui reprendre la fameuse phrase de Churchill à la veille de la 2e guerre mondiale : « Ils ont accepté le déshonneur pour avoir la paix. Ils auront et le déshonneur et la guerre ».

Par cette lettre publique , diffusée largement, nous souhaitons tirer une sonnette d'alarme. Nous vous demandons d'appliquer les sanctions qui s'imposent face à ces dérives graves qui depuis des années empoisonnent la vie de votre entreprise.

Avec mes salutations distinguées,

Anne Zelensky, présidente de la Ligue du Droit des femmes.